

## Intervention DBM – Onnis (Pasteur) 7/6/2007

Je voudrais dénoncer les deux faces de la droite dans notre région et je vais le faire en reprenant deux anecdotes (elles sont souvent révélatrices) :

- La droite, à Nice, c'est d'abord Peyrat et ses amis. Et Peyrat, c'est l'intolérance. Pour preuve, je voudrais vous raconter ce qui est arrivé à notre amie Zineb alors qu'elle assistait à une séance d'un Conseil municipal un peu agité (comme souvent). Dans le public, une partisane de Peyrat a agressé verbalement Zineb (venue soutenir les élus de gauche) en lui disant « Retourne chez toi ». Mais chez elle, c'est ici, à Nice, en France, parce que Zineb, originaire du Maroc, est Française. Alors que l'autre, celle qui lui demandait de rentrer chez elle, elle était quoi ? Je vous le donne en mille, elle était Suisse, et elle demandait à Zineb, Française, de rentrer chez elle !!! C'est ça les amis de M. Peyrat !!! Et Peyrat, c'est donc la première face de la droite dans notre département.

- L'autre face de la droite, c'est Estrosi, et Estrosi, c'est le communautarisme. Il flatte les communautés pour qu'elles enrégimentent les individus. Et il utilise la religion comme ciment de ce communautarisme. C'est ainsi qu'Eric Ciotti, son directeur de cabinet, a dit un jour à la synagogue que « la religion, c'est l'espoir ».

Pour moi, élue de la République, demain, si vous le voulez bien, députée de la République, je ne sais pas si la religion, c'est l'espoir. Parce que ce n'est pas, ça ne doit pas être mon problème.

Pour moi, pour nous, l'espoir, c'est le modèle républicain : chaque individu, quelle que soit son origine, quelle que soit sa religion, doit pouvoir s'intégrer individuellement à la communauté nationale. Et ce modèle républicain est cimenté par la laïcité. La laïcité, c'est précisément l'attitude qui consiste à laisser la religion en dehors de la sphère publique.

Cela dit, laïcité ne veut pas dire sectarisme. A Nice, par exemple, je soutiens ceux qui considèrent qu'une mosquée ou un lieu de prière digne est nécessaire pour les musulmans. Tout simplement, parce que je ne peux pas supporter le vendredi soir de voir nos concitoyens obligés de prier dans la rue comme c'est le cas dans la rue de Suisse. Et je ne le supporterai pas pour quelque autre religion que ce soit.

Corriger ce type d'anomalies ne remet pas en cause notre attachement à la laïcité, bien au contraire. Ça le rend plus crédible en démontrant que ce n'est pas un subterfuge pour imposer la culture majoritaire à tous.

Mais au-delà de ces adaptations de bon sens, notre attachement au modèle républicain est sans faille. Pour moi, la République n'est pas un compromis entre communautés, entre groupes sociaux : c'est un débat arbitré par le principe majoritaire entre des partis politiques incarnant des visions du monde. Bien sûr, je suis pour que cette République ait de la mémoire, qu'elle n'impose pas une vision unilatérale de l'Histoire (comme on l'a vu récemment avec les débats sur la guerre d'Algérie, l'esclavage ou la colonisation), mais elle ne doit pas céder au communautarisme. Et comme Alain Gérard SLAMA, je considère que « rien n'est pire que l'impérialisme d'une mémoire commune si ce n'est le chantage de mémoires éclatées ».

Mais nous sommes lucides. Si le communautarisme fait des progrès dans notre pays, c'est que le modèle républicain est en panne (et le dire ce soir à Pasteur a valeur de symbole). C'est pour cela que nous proposons de prendre à bras le corps un certain nombre de questions (question de l'école, question sociale, question du logement, question du droit de vote...). Car c'est notre projet tout entier qui intègre cette dimension.

1) Tout d'abord, nous revendiquons, comme l'avait fait Ségolène Royal pendant sa campagne, une Charte de la laïcité adossée à la Constitution pour qu'en soient respectés les principes fondamentaux dans tous les lieux publics (hôpitaux, SP...). D'ailleurs, plus précisément, respecter ces principes, c'est bien, mais il faut aussi un volontarisme politique pour que les SP soient partout, dans tous les quartiers.

2) S'agissant de l'Education, parce que tout part de l'Education, nous avons des propositions très concrètes.

Nous voulons revoir le fonctionnement des ZEP afin de l'améliorer. Ainsi, par exemple, nous souhaitons diminuer le nombre d'élèves par classe, augmenter les moyens financiers, donner une formation spéciale aux enseignants appelés à y intervenir et leur offrir des perspectives de carrière, car ils n'ont pas toujours la tâche facile.

Nous voulons également mieux assurer la mixité sociale. Il faut de la mixité, toujours plus de mixité, si nous voulons éviter une société éclatée comme elle existe aux Etats-Unis. Ainsi, par exemple, nous voulons tenir compte de cette mixité avant d'accorder des dotations aux écoles privées sous contrat, nous proposons que dans chaque lycée, 5% des élèves aient la possibilité d'entrer dans les grandes écoles et que soient implantées des classes préparatoires à ces grandes écoles dans les quartiers sensibles.

3) Quelques mots ensuite du logement. Nous sommes dans une région particulièrement sinistrée : le manque de logements sociaux est criant. Combien de personnes sont en attentes de pouvoir se loger décentement ? Dans ce quartier même, les difficultés sont nombreuses. J'ai eu l'occasion d'en parler avec plusieurs d'entre vous. Que l'on détruise les logements indécents, oui, encore faut-il avoir des solutions immédiates en matière de relogement des habitants. La droite locale est très peu préoccupée par ces questions. J'en veux pour preuve la politique menée par M. Estrosi dans le département. Nous avons voté un Plan jeunes 06. Nous l'avons voté car il comporte certaines mesures intéressantes pour les jeunes (permis de conduire, santé...). Mais j'avais fait remarquer que ce plan me semblait favoriser outre mesure l'accession à la propriété des jeunes par rapport à ceux qui ne pouvaient accéder qu'à un logement locatif. Je ne m'étais pas trompée. Quand on a commencé à mettre en œuvre ce plan, il y a deux ou trois mois, on a pu constater bien sûr qu'il y avait beaucoup plus de jeunes qui demandaient une aide pour accéder à la location (normal : combien de jeunes de moins de 25 ans peuvent s'acheter un appartement dans notre département ?). Et bien, l'aide donnée aux jeunes qui louent un appartement est de 300 euros (en tout et pour tout, une seule fois) ; par contre ceux qui ont pu acheter un appartement (leurs parents aisés évidemment) reçoivent eux 10 000 euros ! Au total, on a donné seulement 147 000 euros à 490 jeunes qui louaient pour la première fois un appartement et 780 000 euros à 78 jeunes qui avaient pu se faire offrir par leurs parents un appartement. Et quand j'ai pris violemment à partie Estrosi, pour lui faire remarquer à quel point c'était injuste d'aider ainsi les plus favorisés et pas les autres, je me suis entendue répondre que les socialistes étaient contre les jeunes, contre la propriété, contre la propriété des jeunes... Voilà ce que c'est la politique de la droite dans notre département, la politique à la sauce Estrosi.

De façon générale, partout en France, dans les villes de droite, la loi SRU, qui prévoit l'existence d'au moins 20% de logements sociaux dans chaque commune, est très mal appliquée. A Nice bien sûr : la Ville préfère payer une amende que de construire ces logements ! Et je ne parle pas de Neuilly, la ville du nouveau Président de la République. C'est que ces amendes qui

sanctionnent le non-respect de la loi ne sont pas assez dissuasives. Nous, nous avons prévu des sanctions plus fortes.

Alors, me direz-vous, s'il n'y a pas assez de logements sociaux, pourquoi ne pas louer un appartement dans le parc locatif privé ? Mais c'est que c'est pratiquement impossible : non seulement les loyers sont très élevés, mais les proprios demandent des cautions systématiquement. Et selon le nom que vous portez, la discrimination est encore plus forte. Je comprends que certains petits proprios aient envie de se prémunir contre les mauvais payeurs avec des cautions, mais du coup, nombreux sont ceux qui sont dans l'impasse. C'est pourquoi nous avons envisagé un service public de la caution. Parce que ne pas permettre à chacun de vivre dans un logement décent, c'est aussi de la discrimination. Et notre République ne doit pas l'accepter.

4) Intégrer toutes les populations dans la communauté nationale, c'est aussi leur permettre de donner leur avis sur les questions locales. Cela veut dire leur reconnaître le droit de voter aux élections municipales, mêmes quand il s'agit d'étrangers. Ils vivent ici, ils paient leurs impôts, il n'y a aucune raison de ne pas leur reconnaître ce droit. Et, je dois à l'honnêteté d'admettre que la gauche n'a pas été à la hauteur en ce domaine. Car c'est une promesse que nous avons faite, il y a déjà bien longtemps. Et cette promesse, il est temps de la tenir.

5) Enfin, appartenir à une communauté nationale c'est non seulement reconnaître des droits, mais c'est aussi imposer à tous, à égalité, des devoirs. C'est pourquoi nous sommes favorables à l'instauration d'un service civique obligatoire d'une durée de six mois (éventuellement de façon fractionnée), indemnisé, que les jeunes pourraient accomplir entre 18 et 25 ans. Leur confier ainsi une mission d'intérêt général permettra de favoriser les échanges entre Français. Ce service civique serait également proposé aux jeunes étrangers, sur la base d'un volontariat, et pourrait permettre de leur faciliter l'acquisition d'un titre de séjour sur le territoire national ou la nationalité française pour ceux qui le souhaitent.

Vous le voyez, mes amis, de façon générale, nous voulons proposer des mesures susceptibles de favoriser chez tous, chez chacun d'entre nous, un sentiment d'appartenance à la même communauté.

Alors, si pour vous, l'intolérance n'a pas droit de cité dans la République, si pour vous, la tolérance ne sera jamais l'alibi de l'indifférence, votez dimanche.

Si, comme moi, vous avez envie de vivre dans un pays où chacun se respecte, où la différence est source d'enrichissement pour chacun d'entre nous, votez. Votez pour éviter que Sarkozy ait les mains libres pour brader notre modèle républicain.